Des archives numériques sans historiens?
Philippe Rygiel

To cite this version:

HAL Id: halshs-00131991
https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00131991
Submitted on 20 Feb 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.
Des archives numériques sans historiens ?
Philippe Rygiel

Je n'ai, en tant qu'historien, jamais utilisé d'archives électroniques. Je suis cependant membre d'une corporation, dont je ne puis me targuer d'être le représentant, qui ne peut qu'ètre intéressée - la nécessité étant ici hêlas de droit et non de fait - aux transformations des conditions de l'archivage des matériaux qui nourriront les discours historiques futurs.

Quelles archives

À ce titre cependant, j'ai peu à dire de ces transformations elles-mêmes, sinon que je regrette que les historiens, en tant que corps de métier, aient si peu fait entendre leur voix lors des débats portant sur l'archivage des données numériques. Ils auraient pu pourtant, forts de l'expérience du maniement et de l'interprétation de l'archive et exonérés de la nécessité de songer au coût des entreprises qu'ils proposent, relever certains des présupposés structurant les discussions en cours et les solutions adoptées par les institutions archivistiques. Trois me retiendront ici, que je dégage du manuel pratique de conservation des archives électroniques édité par la direction des archives de France. Ce texte précise que la conservation des documents électroniques ne peut être efficace que si l'archiviste intervient très en amont du processus de conservation des données, idéalement dès leur création. Cette intervention touche à la fois la structuration même des données et la discussion de la pertinence d'un archivage à long terme. Cela s'accompagne nécessairement d'une profonde transformation du métier d'archiviste. Celui-ci est amené à devenir à la fois animateur de projet et interface entre producteurs d'archives, informaticiens et institutions intéressées à l'archivage. Il ajoute que le schéma proposé entend répondre à de très fortes contraintes, à la fois techniques et budgétaires, puisque l'archivage des données numériques est coûteux et que bien d'autres pays que la France ont adopté des positions très voisines. Il pose cependant quelques problèmes. Le plus important est que les lignes de la curiosité scientifique se déplacent avec le temps, ce qui conduit à la mise en exploitation de gisements de sources parfois dormants depuis des décennies. Un exemple contemporain en est l'intérêt des historiens du social pour les dossiers individuels de toutes sortes, dont il a longtemps été d'usage, de ne conserver, pour trace de tels fonds, que des récapitulatifs statistiques ou des échantillons, pas toujours suffisants pour une exploitation pertinente. Si, ce qui ne serait pas illogique, une normalisation à l'échelle nationale des pratiques archivistiques se met en place et si l'évolution de la profession archivistiques amène ses acteurs à multiplier les tâches et à gagner en technicité, tout en les éloignant et en les distinguant des historiens professionnels, ce qui est probable, les futurs historiens pourraient vivement déplore la perte de certaines

sources sans pouvoir sauter de dépôt départemental en dépôts départemental à la recherche de vestiges miraculeusement préservés de fonds détruits presque partout. Nous pouvons d’ailleurs déjà prévoir la nature de certaines de ces disparitions. Les documents émanant des institutions archivistiques, qu’elles soient françaises ou étrangères, privilégient la conservation des données textuelles et iconiques. Or les machines, particulièrement celles qui sont connectées en réseau, génèrent d’énormes quantités d’informations, susceptibles d’être exploitées par les sociologue et les historiens. Les fichiers accès-log ainsi, quoiqu’ils ne soient pas codés en langage naturel, permettent la création d’indicateurs extrêmement puissants qu’ils s’agisse de se pencher sur l’intensité des échanges entre pôles universitaires4 ou les représentations et les pratiques cognitives des utilisateurs des ressources réseaux5. De même le choix fait, qui découle la encore de nécessités techniques et de contraintes budgétaires, de dissocier, lors de la préservation de nombreuses archives numériques, contenu de l’information et codage/présentation de celle-ci, ne peut qu’inquiéter l’historien, habitué à considérer que l’aspect et la matérialité du document font source, tout en étant souvent des éléments essentiels des procédures d’authentification.

Si à ces remarques nous ajoutons la conscience de la fragilité des supports physiques, les dangers de toute opération de migration des données, pourtant nécessaire en l’état actuel de la technologie et le coût élevé de l’archivage numérique et de la maintenance de l’information numérique, la seule certitude de l’historien est que le processus d’archivage électronique n’offrira pas à ses successeurs tout ce dont ils aîmeraient disposer, ce qui n’est scandaleux que pour celui qui oublie que l’archive ne fait toujours que conserver des traces choisies et épargnées des vicissitudes des époques anciennes. Il reste qu’il apparaît souhaitable tant de limiter l’ampleur de ces pertes que d’en contrôler la nature et qu’intégrer au processus d’archivage des historiens é qualité, susceptibles d’évaluer l’intérêt pour la recherche future de certaines sources, serait un moyen de le faire, de même qu’est nécessaire la mutualisation des expériences et des ressources d’institutions et de centres de recherches engagés pour leur propre compte dans de telles opérations. J’ai conscience cependant de ce que de telles remarques, étant donné les priorités budgétaires actuelles, sont de l’ordre, émanant d’un historien, du vœu pieux.

Quels historiens

Les responsabilités des historiens actuels sont d’un autre ordre. Elles touchent à la formation des historiens futurs qui seront appelés à manipuler des archives numériques. Le maniement de celles-ci exigera en effet des compétences spécifiques, du fait tant du volume d’information qu’il faudra manier que des conditions de l’accès aux données. Même si l’historien du futur en effet regrettera sans doute l’imprévoyance des générations antérieures qui n’auront pas préservé les données qui auraient pu satisfaire sa curiosité, il sera surtout confronté à la pléthore d’information. Cela posera, et vite, tant la question du repérage de l’information pertinente que celui de l’exploitation optimale de vastes corpus documentaires, qu’il serait dommage de traiter comme des réserves de citations destinées à illustrer un discours préconstruit, alors que les outils de la lexicométrie ou des statistiques en permettent, a minima, une description synthétique. Cela revient à dire qu’il faudra souvent pour pouvoir utiliser ces ressources de façon efficace tant une connaissance minimale des principes de l’informatiques, qu’une compréhension des modes de

4 Éric
5 GUICHARD (É.), L’internet mesure des appropriations d’une technique intellectuelle, Thèse de doctorat de l’École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2002.
structuration de l’information caractéristiques des bases de données relationnelles, qu’une culture statistique fut-elle modeste. Il est possible de plus que se mettent en place des formes inédites de division du travail au sein de la profession historienne, si en effet ces modifications ne déterminent pas à elles seules de transformations institutionnelles, par ce qu’elles exigent pour l’exploitation optimale des ressources l’alliance de compétences nombreuses et diverses elles dévoilent le caractère éminemment collectif et social de la production scientifique et peuvent inciter à des formes collectives de recherche. Cela suppose qu’émergent des personnels capables de mettre en œuvre de telles compétences dans le cadre d’une démarche historique. Le paradoxe est que ces besoins émergent alors même que l’utilité d’une formation des historiens à ces outils est vivement contestée au sein des universités, pour des raisons qu’il n’est pas dans notre propos de développer ici. Il s’ensuit que les archives électroniques qui font aujourd’hui l’objet de toute l’attention des documentalistes et des archivistes pourraient attendre quelques temps leurs historiens, même s’il est fort probable que quelques pionniers autodidactes se lancèrent a vif à l’assaut de ces nouvelles redoutes.

Quelle histoire

Il n’est pas certain d’ailleurs, mais nous entrons là dans le domaine de la spéculation, qu’ils écrivent tout à fait la même histoire que leurs devanciers. Malgré la célébration depuis plusieurs décennies de l’histoire problème, les historiens sont encore souvent les utilisateurs d’un fond et nos travaux sont parfois tout autant la mesure et l’exploration d’un ou de quelques fonds, que nous connaissance bien, que celles d’un problème et d’une question. Il n’y a d’ailleurs dans mon esprit rien de répréhensible à cela, qui s’explique par de pressants impératifs pratiques et n’a en soi rien d’illicite. La possibilité d’accéder à de multiples banques de données structurées et d’y effectuer des recherches par mot clé, voire en full text, ce qui est aujourd’hui tout à fait impossible dans la plupart des cas, pourrait, au risque d’ailleurs de faire paraître moins vitale la connaissance de l’organisation et de la structure des fonds, transformer l’économie des productions historiennes, en affranchissant celles-ci, dans une certaine mesure, de l’organisation matérielle des dépôts d’archives.

Il est probable également, la tendance est déjà observable du fait de la mise en ligne de ressources bibliographiques, que les appareils documentaires et bibliographiques jugés nécessaires au sérieux d’une recherche tendent à prendre du poids, puisque le temps nécessaire à la collecte de l’information devrait être réduit, dans des proportions d’ailleurs difficiles à estimer, puisque le maîtrise des techniques garantes de ces gains de productivité a elle-même un coût en temps qui est loin d’être négligeable.

Si nous ajoutons à cela le fait que la numérisation permet, mais nous quittons ici le domaine archivistique, la production de dispositifs savants complexes et distincts des formes sacro-saintes que sont l’article et le livre (dispositifs multi-média, système de gestion d’information, écriture logicielle), les produits obtenus par les historiens futurs de notre très contemporain ou de notre futur immédiat, soit par les utilisateurs de ces archives électroniques émergentes, pourraient être fort éloignés de nos normes actuelles.

C’est la conclure que les enjeux sont d’importance et que les transformations de l’archivage en cours contribuent à définir tant le profil de l’historien de demain, ou des collectifs historiens

futurs, que les structures et les formes des productions historiennes, parce que transformant les matériaux et les formes de l'accès aux matériaux de l'historien, en même temps que changent les dispositifs d'écriture à sa disposition, ils participent à une redéfinition des dispositifs cognitifs des professionnels de l'interprétation. L'initiative de Matériaux ne peut donc qu'être saluée et il faut souhaiter que ce numéro trouve l'écho et le lectorat qu'il mérite.